

**Nations unies - Briefing sur la RDC
et la MONUSCO - Conseil de
sécurité - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 11 juillet 2017)

Je tiens tout d'abord à remercier le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Jean-Pierre Lacroix, pour son exposé très éclairant et pour l'engagement sans relâche de la MONUSCO auprès des Congolais. Cette réunion intervient à un moment critique, six mois après la signature de l'accord du 31 décembre et trois mois après l'adoption d'un mandat novateur pour la MONUSCO. Elle nous permet ainsi de dresser un bilan de l'évolution de la situation en République démocratique du Congo et de réaffirmer nos priorités communes.

Je souhaite développer l'évaluation de la France sur trois points : les retards accumulés sur le plan politique ; la détérioration inquiétante de la situation sécuritaire et des droits de l'Homme, notamment au Kasai ; enfin, la réactivité bienvenue de la MONUSCO pour se conformer au mandat prévu par la résolution 2348.

Première observation : l'accumulation de retards sur la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre inquiète la France, alors que l'échéance fixée pour la tenue des élections se rapproche.

L'accord, Monsieur le Président, constitue la seule feuille de route crédible pour la sortie de crise. C'est pourquoi l'absence de consensus et les blocages systématiques dans sa mise en oeuvre sont particulièrement préoccupants. Les élections doivent avoir lieu dans moins de six mois, et le temps presse.

Il est donc urgent que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour réaffirmer son engagement à respecter les dispositions de l'accord. L'organisation des élections, la mise en place effective du conseil national de suivi de l'accord, de même que la mise en oeuvre des mesures de confiance, sont ainsi prioritaires.

Nous saluons les progrès accomplis concernant l'enregistrement des électeurs. C'est une avancée positive et une dynamique qu'il faut poursuivre. Nous déplorons cependant les retards du processus dans trois provinces du Kasai et à Kinshasa en particulier. Et nous appelons les autorités à prendre les mesures nécessaires pour finaliser l'enrôlement et le fichier électoral.

Je souhaite souligner que le respect des échéances fixées par l'accord est essentiel. La France appelle les autorités congolaises à prendre dans les meilleurs délais toutes les mesures en vue d'organiser les élections et rappelle la nécessité d'une publication urgente d'un calendrier

électoral, conformément aux dispositions prévues par l'accord du 31 décembre.

Ces avancées sont d'autant plus urgentes que les blocages actuels conduisent déjà à la multiplication des zones d'instabilité dans le pays.

Deuxième observation Monsieur le Président : l'intensification sans précédent des violences, à l'Ouest notamment, est particulièrement alarmante et requiert toute notre attention.

La violence dans les Kasai a atteint un niveau insoutenable. Les affrontements entre les forces armées congolaises et les membres de la milice Kamuina Nsapu font payer un lourd tribut aux populations, comme le montre l'accroissement continu du nombre de déplacés et de réfugiés.

Nous sommes également très préoccupés par la propagation rapide de l'insécurité jusqu'au Tanganyika, et par l'accroissement des conflits intercommunautaires dans ces régions. Je me joins à ce titre au secrétaire général pour condamner de la manière la plus ferme les attaques et appelle les belligérants à poser les armes, afin de mettre fin à ce climat d'insécurité aux conséquences humanitaires désastreuses.

Les évasions de détenus, qui se multiplient dans des proportions inhabituelles, ajoutent aussi à l'insécurité croissante.

Un aspect clé de la résolution de cette crise sera la réponse apportée par les autorités congolaises en matière de lutte contre l'impunité. Nous appelons les autorités congolaises à déployer les moyens nécessaires pour mener des enquêtes approfondies sur ces violations, identifier les responsables et prendre les mesures adéquates afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice, quelle que soit leur affiliation.

Nous nous félicitons de l'adoption le 23 juin par le conseil des droits de l'Homme, par consensus et avec l'accord de la RDC, de la résolution permettant l'envoi d'une mission d'experts internationaux, en coopération avec les autorités congolaises. Nous appelons les autorités congolaises à coopérer pleinement avec cette équipe d'experts internationaux.

Enfin, troisième observation : nous saluons les efforts importants déployés par la MONUSCO pour son adaptation au mandat prévu par la résolution 2348.

La MONUSCO a su rapidement se conformer aux ajustements prévus par la résolution 2348. Elle doit se concentrer sur ses deux priorités : la protection des civils et le soutien à la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre. Nous nous félicitons de la rapide traduction sur le terrain de cette reconfiguration de la mission et l'encourageons à poursuivre ses efforts en ce sens.

En conclusion, Monsieur le Président, la France réitère, une nouvelle fois, l'importance de la mise en oeuvre consensuelle de l'ensemble des dispositions de l'accord du 31 décembre, qui est le cadre agréé par toutes les parties congolaises pour la transition en vue de la tenue des

élections.

Le non-respect d'une ou plusieurs de ses dispositions comporte des risques importants pour la stabilité de toute la région : dégradation sécuritaire, flambée de violences, déstabilisation politique et répercussions sur la situation des droits de l'Homme, sur les conditions humanitaires et socio-économiques. Ce scénario est malheureusement en train de se réaliser sous nos yeux, comme le montre la recrudescence des violences dans les Kasai, au Tanganyika et dans l'Est du pays. La France appelle donc solennellement tous les acteurs politiques à redoubler d'efforts pour tenir les engagements pris en décembre dernier et organiser les élections. Il y a urgence./.